

doc
CA1
EA534
95C08
FRE

DOCS

CA1 EA534 95C08 FRE

McCormack, James

Le problème des chiffres : les
dépenses militaires dans les pays
en développement

43273032

.b2682217(F)

COMMENTAIRE No. 8 du GROUPE des POLITIQUES



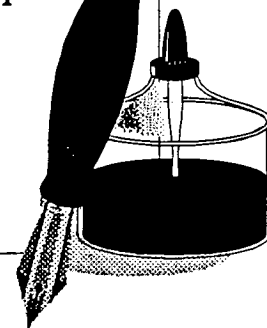
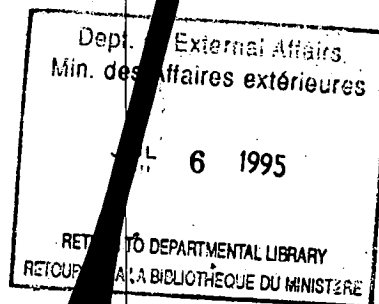
Le problème des chiffres: Les dépenses militaires dans les pays en développement

James McCormack

Économiste

Politique économique
et commerciale (CPE) Groupes des politiques

(Juin 1995)



Les commentaires du Groupe des politiques prennent la forme de brefs documents portant sur des questions intéressant les personnes et milieux qui suivent la politique étrangère. Les opinions exprimées ne traduisent pas forcément celles du Canada. Les lecteurs sont priés de faire parvenir à auteurs leurs observations ou demandes d'informations.

43-27032

**Le problème des chiffres :
Les dépenses militaires dans les pays en développement**

Le secteur public consacre généralement peu de ressources au processus du développement, et leur répartition constitue l'un des facteurs clés qui déterminent le rythme du progrès économique, les secteurs où il se manifeste et la question de savoir si ce progrès peut être maintenu à long terme. C'est pourquoi il y a normalement, quant à l'incidence sur le développement économique, une relation d'interdépendance entre les ressources publiques consacrées à des fins militaires et/ou de sécurité et celles destinées à la prestation efficace de services sociaux indispensables.

Cette relation n'est cependant pas linéaire. Abstraction faite de tous les autres facteurs sociaux et compte tenu des conséquences économiques seulement, un certain niveau minimum de sécurité nationale est essentiel pour la conduite des affaires, tout comme il faut un appareil juridique capable, au moins, de faire respecter les contrats commerciaux. Une fois que ce niveau minimum de sécurité nationale existe, la relation entre les dépenses militaires et le progrès économique commence à s'établir. La définition de ce qu'est un niveau « acceptable » de dépenses militaires (supérieur au niveau minimum) au-delà duquel toute dépense est jugée « excessive » (et restreint les perspectives de développement économique) est devenue un sujet de débat dans les milieux qui s'intéressent aux questions de développement.

Pour examiner la question, nous signalons, ici, les faiblesses et lacunes que comportent les données actuellement disponibles sur les dépenses militaires et nous définissons les indicateurs qui pourraient être utiles dans les analyses et comparaisons internationales. En conclusion, nous disons que, sans exception, toute affirmation selon laquelle tel ou tel pays dépense trop dans le secteur militaire et, par conséquent, compromet son développement économique, doit être fondée sur les données disponibles et sur une vaste évaluation subjective et non numérique. Même si des données ventilées par pays et comparables existaient, il n'y aurait aucun paramètre quantitatif objectif applicable à tous les pays pour établir à quoi correspondent des niveaux acceptables de dépenses militaires. Il nous faut donc procéder à une analyse par pays afin de cerner le contexte où l'armée fonctionne et entretient des rapports avec d'autres institutions nationales et internationales.

Les données

Il n'y a pas d'indicateur unique des dépenses militaires (ni de rapport entre elles et une autre donnée) qui décrive précisément l'influence de l'armée sur l'économie et

qui serve d'outil pour comparer les pays entre eux à cet égard. En outre, les chiffres font problème : on ignore dans quelle mesure ils sont exacts, actuels, complets et fiables; par ailleurs, les définitions diffèrent entre elles et l'on ne sait dans quelle mesure ils se prêtent aux comparaisons dans le temps et sur le plan international, notamment dans le cas des pays en développement.

Quant aux données disponibles sur les dépenses militaires, un certain nombre de difficultés en rendent la comparaison internationale et l'interprétation fragiles.

- Les intérêts nationaux en matière de sécurité et le caractère délicat des données militaires incitent souvent les pays à ne pas divulguer d'informations précises sur le budget ou les dépenses militaires.
- Beaucoup de pays ne diffusent que des chiffres agrégés sur les budgets ou les dépenses militaires, d'où l'incertitude quant aux catégories d'activités comprises dans les rapports sur les dépenses militaires.
- Comme les pays ne définissent pas tous les dépenses militaires de la même façon, on ne peut savoir exactement quelles sont les catégories d'activités qui sont prises en compte dans les budgets des dépenses. Sauf pour ce qui concerne les pays de l'OTAN, les fonds consacrés aux forces paramilitaires et à la défense civile, par exemple, peuvent être comprises ou non dans les budgets militaires officiels.

Les institutions internationales réunissent et utilisent régulièrement plusieurs indicateurs, malgré leurs défauts, pour examiner les dépenses militaires des pays et les comparer entre elles. Vu la diversité des sources, les données recueillies sont souvent hétérogènes. Il n'est pas rare, par exemple, que les estimations des dépenses militaires faites par l'Institut international d'études stratégiques (IIES) et celles établies par la *U.S. Arms Control and Disarmament Agency* diffèrent considérablement pour un pays donné, en une année donnée. Pour ce qui est de la précision, il n'y a aucune raison *a priori* de préférer les estimations d'une source en particulier.

Les dépenses militaires par rapport au produit intérieur brut

La valeur du secteur parallèle, qui peut être assez important dans les pays les moins avancés, est généralement soit incluse dans l'activité économique telle qu'elle est mesurée par le produit intérieur brut (PIB), soit estimative. Quand cela est le cas, les estimations du PIB ne sont pas très précises; elles peuvent même induire en erreur, puisque les taux de change officiels risquent de ne pas traduire les parités des

pouvoirs d'achat. Une surévaluation (sous-évaluation) du taux de change entraînerait une surestimation (ou une sous-estimation) de la taille relative d'une économie exprimée en une devise étrangère, telle que le dollar américain. Pour compenser le désalignement des taux de change, on peut utiliser les estimations du pouvoir d'achat des devises, mais elles sont sujettes à de grandes marges d'erreur.

Les dépenses militaires par rapport au PIB constituent l'un des indicateurs les plus connus et les plus faciles à comprendre de la taille relative du secteur militaire dans un pays donné. En effet, la définition du PIB étant semblable pour tous les pays (compte tenu des réserves susmentionnées), ce rapport semble se prêter aux comparaisons internationales. L'intérêt de cette démarche réside dans la simplicité des calculs et l'intelligibilité intuitive du rapport qui en résulte. Si, par exemple, les dépenses militaires représentent 5 % du PIB dans un pays et 10 % dans un autre, nous pouvons raisonnablement conclure qu'elles sont nettement plus importantes (voire deux fois plus élevées, en termes relatifs) dans le second pays.

L'Institut international d'études stratégiques dispose, pour la plupart des pays, des rapports entre les dépenses militaires et le PIB. L'IIES fournit les estimations des budgets annuels nationaux de la Défense et celles des dépenses militaires annuelles réelles, bien que, pour beaucoup de pays, les estimations du budget soient plus à jour. Pour fournir les données les plus récentes possibles, nous utilisons, dans les tableaux figurant plus loin, les estimations du budget de la Défense.

Les dépenses militaires par rapport aux fonds publics consacrés à la santé et à l'éducation

Pour essayer d'évaluer dans quelle mesure, toutes proportions gardées, un pays s'efforce de maintenir l'infrastructure sociale nécessaire à son développement économique, on compare souvent les dépenses militaires aux dépenses publiques en matière de santé et d'éducation. Si le rapport des premières aux secondes est bas, cela signifie que le pays a érigé en règle, dans la gestion des fonds publics, la priorité qu'il accorde au développement.

L'un des inconvénients inhérents à l'utilisation de ce rapport réside dans le manque de données. Pour beaucoup de pays du tiers monde, il n'existe pas de données récentes sur les dépenses faites dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Dans la source de référence principale qu'est le document de l'UNICEF intitulé *La situation des enfants dans le monde*, aucune donnée n'existait sur 78 des 150 pays en développement figurant dans les tableaux du présent Commentaire. Et pour 31 de ces 78 pays, les données étaient tirées du *Rapport mondial sur le*

développement humain 1994 (PNUD). Bien que le recours à deux sources permette d'avoir des données plus complètes, les années considérées étaient différentes, d'où la difficulté de procéder à des comparaisons internationales.

Nombre de militaires pour 1 000 habitants

Le nombre de militaires pour 1 000 habitants représente un autre indicateur facile à comprendre et largement utilisé pour mesurer l'importance relative de l'armée. Pour les besoins du présent Commentaire, nous ne considérons que les membres de l'armée « active »; les réservistes n'y sont pas pris en compte, à moins qu'ils aient été mobilisés. L'IIES dispose de données à jour sur la plupart des pays, et les ratios des effectifs militaires pour 1 000 habitants concordent à peu près avec ceux figurant dans d'autres sources.

Encore une fois, malgré son attrait intuitif, cet indicateur est source d'incertitude et prête à interprétation. À supposer que l'effectif en personnel de l'armée soit connu avec précision, le fardeau financier demeurerait approximatif, puisque le coût du maintien d'une force armée, par membre, varie d'un pays à l'autre. Par ailleurs, plusieurs pays maintiennent des forces paramilitaires dotées de moyens suffisants pour soutenir ou remplacer les forces militaires régulières. En général, les forces paramilitaires ne sont pas prises en compte dans les données sur les forces armées. Pour illustrer l'importance éventuelle des forces paramilitaires, l'IIES estime que l'Armée de mobilisation populaire de l'Iran comptait jusqu'à un million de volontaires pendant les périodes d'opérations offensives.

Un autre problème que poserait la comparaison des effectifs des différentes forces armées réside dans la définition de leurs influences et de leurs rôles respectifs dans différents pays. Qu'un pays dispose d'une armée relativement importante peut donner à penser qu'il s'intéresse peu au développement économique (toutes choses étant égales par ailleurs), mais il est possible que cette armée contribue aussi à édifier l'infrastructure élémentaire du pays ou qu'elle enseigne des compétences de base à ses membres non qualifiés¹.

¹ Bien que, selon la plupart des auteurs, les dépenses militaires nuisent au développement économique, certains analystes y voient des retombées positives possibles. Voir, par exemple, R. Picciotto, « Comment on *The Post-Cold-War World: Implications for Military Expenditures in Developing Countries*, by R.S. McNamara », dans les *Actes de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, 1991*, Banque mondiale, Washington D.C., mars 1992, p. 133.

Nombre total des décès dus aux conflits

Afin de savoir si les dépenses militaires d'un pays sont excessives, il faut connaître le contexte où l'armée de ce pays fonctionne. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), en 1993, 27 pays en développement ont signalé que de vastes conflits armés avaient causé des pertes de vies humaines parmi les militaires et la population civile. Les données du SIPRI ne comprennent pas nécessairement les chiffres concernant les « escadrons de la mort », forces policières et paramilitaires.

Parmi les 11 pays en développement dont les dépenses militaires par rapport au PIB étaient les plus élevées en 1993, cinq étaient parties à de grands conflits armés qui ont causé des pertes de vies humaines. Et parmi les 10 pays en développement qui comptaient le plus militaires pour 1 000 habitants en 1993, trois participaient à des conflits de même nature.

Il faut préciser qu'on ne peut pas répondre directement à la question de savoir si les dépenses militaires sont excessives, en établissant simplement le contexte national dans lequel l'armée se situe (par exemple, en indiquant si le pays est partie ou non à un conflit armé). En effet, un pays peut consacrer beaucoup de fonds au secteur militaire, sans être partie à un conflit armé, et ne pas être perçu comme ayant des dépenses militaires excessives si sa sécurité nationale est réellement menacée. Parallèlement, on peut considérer qu'un pays partie à un conflit armé dépense trop dans le secteur militaire s'il est établi qu'une atténuation des mesures militaires répressives réduirait les tensions internes (et/ou externes), les conflits et les pertes de vies humaines.

Les importations d'armes par rapport aux importations totales

Les importations d'armes par rapport aux importations totales constituent un autre indicateur de l'importance relative qu'un pays accorde aux dépenses militaires, d'une part, et au développement économique, d'autre part. Les importations sont un élément essentiel dans le processus du développement. Dans la mesure où, au lieu d'utiliser ses ressources commerciales limitées à des fins productives, un pays s'en sert pour importer des armes, le développement est ralenti.

Les chiffres des importations d'armes servent aussi à combler les lacunes que comportent les données fournies sur les dépenses militaires par certains pays. D'après l'*Arms Control and Disarmament Agency*, certains pays n'incluent que les coûts de



fonctionnement dans leurs données sur les dépenses militaires². Pour ces pays, on obtient une meilleure idée des dépenses militaires totales en ajoutant la valeur des importations d'armes aux estimations existant sur les dépenses militaires.

Le degré de précision des données sur les importations d'armes n'est pas considéré comme étant particulièrement bon. Par « importations d'armes », on entend généralement des livraisons d'armes, et non pas des paiements d'armes. Donc, à partir du moment où la facture peut être réglée en des années différentes de celle où les armes ont été livrées, les chiffres peuvent donner une fausse idée du fardeau économique que les achats internationaux d'armes représentent dans une année quelconque. En outre, souvent les prix des armes ne rendent pas compte du coût de production, et le commerce de celles-ci est souvent facilité par des accords de troc ou d'autres ententes compensatoires. Il faut donc être prudent quand on compare entre elles les importations d'armes d'un pays donné au fil des années, puis les importations d'armes de différents pays dans une année donnée.

Qu'entend-on, au juste, par « dépenses excessives »?

Ce serait pratique s'il existait une limite facilement repérable au-delà de laquelle les dépenses militaires des pays en développement seraient considérées par tous comme étant excessives et nuisant au développement économique. Bien sûr, on ne pourrait exprimer une telle limite en termes absolus : elle devrait être proportionnelle à la taille de l'économie de chaque pays. Quand on applique le concept d'un maximum acceptable des dépenses militaires dans la réalité, il faut aussi prendre en compte les activités militaires des pays voisins de l'État en question et les besoins légitimes de chacun au chapitre de la gestion des conflits intérieurs. Il devient donc vite impossible de fixer un chiffre maximum d'application universelle, au-delà duquel les dépenses militaires ne sont plus acceptables.

Cela dit, le rapport entre les dépenses militaires et le développement économique mérite toujours notre attention. En 1992, les pays de l'OCDE ont versé ensemble environ 60 milliards de dollars américains au titre de l'aide publique au développement³. La même année, les dépenses militaires faites dans les pays du tiers

² L'Agence cite, à cet égard, l'Algérie, le Chili, Cuba, l'Équateur, l'Égypte, le Honduras, l'Iraq, l'Iran, la Libye et la Syrie. Voir U.S. Arms Control and Disarmament Agency, *World Military Expenditures and Arms Transfers, 1993-94*, Washington (D.C.), février 1995, p. 166.

³ Voir PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1994*, Economica, Paris (France), p. 209.

monde atteignaient à peu près 125 milliards de dollars américains⁴. Dans certains de ces pays, les dépenses militaires et l'APD reçue représentent des parts semblables des revenus nationaux. Bien que, depuis toujours, l'APD ait été plus grande par habitant dans les pays du tiers monde dépensant plus dans le secteur militaire, les pays donateurs se demandent maintenant si une relation inverse ne serait pas plus appropriée, notamment du point de vue du développement⁵.

Le meilleur conseil que l'on puisse donner à ceux qui analysent les dépenses militaires des pays en développement, et en particulier à ceux qui dressent des comparaisons entre les pays, consiste à leur recommander de s'en tenir à des analyses simples et de se fier surtout à des données agrégées. Il importe de reconnaître que l'on ne peut en aucune façon compenser les inexactitudes des données et que les données existantes ne fournissent que des jalons des plus rudimentaires. Comme il est déjà fort difficile de recueillir ne serait-ce que des statistiques fondamentales telles que le PIB, il est certain que des erreurs et des omissions nombreuses terniront tout autre élément plus circonscrit, tel que la part des fonds publics consacrée à l'éducation ou à la santé.

Tout compte fait, il faut aussi une évaluation non numérique des dépenses militaires de chaque pays. En ne se concentrant que sur les calculs numériques de ces dépenses, sans prendre en considération le contexte social ni le dossier de la sécurité aux niveaux national et international, on risque d'en arriver à des conclusions erronées. Les données sont silencieuses sur de trop nombreux facteurs se rapportant au rôle de l'appareil militaire et au processus de développement, et, même si elles existaient, elles n'en diraient pas plus long à ces égards.

⁴ Voir PNUD, *op. cit.*, p. 51.

⁵ Un élément vital du débat sur les dépenses militaires et le développement concerne le rapport existant entre l'aide extérieure et ces dépenses. Des analystes estiment qu'il faudrait réduire l'aide accordée aux pays qui ne ramènent pas leurs dépenses militaires à un seuil bien précis, par exemple 2 % du PIB. Voir R.S. McNamara, « The Post-Cold War World : Implications for Military Expenditure in Developing Countries », dans *Actes de la Conférence annuelle de la Banque mondiale sur l'économie du développement, 1991*, Banque mondiale, Washington D.C., mars 1992, p. 107.

DÉPENSES MILITAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Pays	Budget militaire en % du PIB	Dépenses militaires en % des fonds consacrés à la santé et à l'éducation	Membres des forces armées pour 1 000 personnes	Nombre total des décès dus aux conflits	Imports d'armes en % des imports totales (1993)	APD reçue en % du PNB (1992)
	(1993) (1)	(1986- 1992) (2)	(1993) (3)	(1993) (4)	(1993) (5)	(1992) (6)
1 Afghanistan	14,5	N.D.	N.D.	2 000-	0,0	N.D.
2 Afrique du Sud (f)	3,5	41	1,9	3 000	0,0	N.D.
3 Albanie	3,5	N.D.	21,4	4 400	0,0	N.D.
4 Algérie (f)	2,7	11	4,3	0	0,1	1
5 Angola (a) (i)	30,9	162	7,3	1 100- 2 400 20 000	N.D.	N.D.
6 Arabie saoudite (f)	13,1	151	5,7	0	13,4	0
7 Argentine	1,6	76	2,1	0	0,1	0
8 Arménie	3,6	N.D.	9,6	0	0,0	N.D.
9 Azerbaïdjan	2,9	N.D.	7,5	> 2 000	2,0	N.D.
10 Bahamas	0,6	N.D.	9,3	0	N.D.	N.D.
11 Bahreïn (f)	5,4	41	14,5	0	1,1	N.D.
12 Bangladesh	1,5	63	0,9	< 25	0,3	7
13 Barbade (b) (f)	0,5	5	1,6	0	0,0	N.D.
14 Bélarus	3,3	N.D.	8,8	0	0,0	N.D.
15 Belize	2,0	N.D.	4,5	0	0,0	N.D.
16 Bénin	1,5	45	0,9	0	0,0	13
17 Bhoutan (b)	0,6	N.D.	2,9	0	0,0	24
18 Bolivie	1,9	59	4,2	0	0,4	13
19 Bosnie (a)	47,2	N.D.	25,6	10-30 000	0,0	N.D.
20 Botswana	3,8	52	5,4	0	0,6	3
21 Brésil	1,0	40	2,1	0	0,2	0
22 Brunéi Darussalam (f)	31,8	125	15,3	0	0,0	N.D.
23 Bulgarie	3,0	54	12,1	0	0,0	N.D.
24 Burkina Faso	3,3	95	1,0	0	N.D.	15
25 Burundi	2,1	80	1,2	0	0,0	26
26 Cambodge	2,2	N.D.	8,6	(g)	N.A.	N.D.
27 Cameroun	0,7	47	1,8	0	0,0	7
28 Cap-Vert	0,8	N.D.	2,6	0	0,0	N.D.
29 Chili	2,2	50	6,7	0	0,4	0
30 Chine (f)	1,4	114	2,4	0	0,4	1
31 Chypre (f)	7,5	17	13,8	0	0,4	N.D.
32 Colombie (f)	2,0	57	4,2	1 500	N.D.	1
33 Comores	N.D.	N.D.	N.D.	0	N.D.	N.D.
34 Congo (f)	3,8	3,0	3,9	0	0,0	5
35 Corée, Rép. dém. pop.	10,6	N.D.	48,8	0	0,0	N.D.
36 Corée, Rép. de	4,0	129	14,1	0	1,0	0
37 Costa Rica	1,4	3	0,0	0	0,0	2
38 Côte d'Ivoire (f)	1,4	14	1,0	100-500	0,0	9
39 Croatie	9,1	N.D.	22,1	0	0,4	N.D.
40 Cuba	3,7	125	9,6	0	5,9	N.D.
41 Djibouti	6,0	N.D.	19,8	0	0,0	N.D.
42 Dominique	N.D.	N.D.	N.D.	0	N.D.	N.D.
43 Égypte	3,7	81	7,2	0	13,4	10
44 El Salvador	1,6	95	5,5	0	1,6	6
45 Émirats arabes unis	5,2	200	25,5	0	2,0	N.D.

DÉPENSES MILITAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Pays	Budget militaire en % du PIB	Dépenses militaires en % des fonds consacrés à la santé et à l'éducation	Membres des forces armées pour 1 000 personnes	Nombre total des décès dus aux conflits	Importa- tions d'armes en % des im- portations totales	APD reçue en % du PNB
	(1993) (1)	(1986- 1992) (2)	(1993) (3)	(1993) (4)	(1993) (5)	(1992) (6)
46 Équateur	3,4	45	5,1	0	0,8	2
47 Estonie	0,6	N.D.	1,5	0	8,1	N.D.
48 Éthiopie (e)	7,4	78	2,4	0	0,0	21
49 Fidji (f)	1,6	37	5,0	0	0,0	N.D.
50 Gabon (f)	2,4	51	3,7	0	0,0	1
51 Gambie (f)	3,4	11	0,8	0	0,0	N.D.
52 Géorgie	3,8	N.D.	N.D.	2 000	0,0	N.D.
53 Ghana	1,4	8	0,4	0	0,0	9
54 Grenade	N.D.	N.D.	N.D.	0	N.D.	N.D.
55 Guatemala	1,0	43	4,3	< 200	0,2	2
56 Guinée (a) (c)	1,3	264	1,3	0	0,0	15
57 Guinée-Bissau	3,7	100	8,7	0	0,0	49
58 Guinée équatoriale	1,5	N.D.	3,5	0	0,0	N.D.
59 Guyana (f)	1,4	21	2,1	0	0,0	N.D.
60 Haïti (f)	2,3	30	1,0	0	0,0	4
61 Honduras (f)	1,5	92	2,9	0	0,9	11
62 Hong Kong (f)	N.D.	10	N.D.	0	N.D.	0
63 Hongrie	1,7	37	7,1	0	7,0	N.D.
64 Inde	2,2	425	1,4	> 3 000	0,0	1
65 Indonésie	1,5	72	1,4	< 50	0,6	2
66 Iran	0,5	34	7,8	50-200	6,2	0
67 Iraq (a) (f)	15,3	271	19,2	(g)	0,0	N.D.
68 Israël	9,1	157	36,8	(g)	3,8	3
69 Jamaïque	0,9	44	1,3	0	0,0	4
70 Jordanie	8,3	105	24,9	0	0,6	9
71 Kazakhstan	3,9	N.D.	2,3	0	0,0	N.D.
72 Kenya	2,2	40	0,9	0	0,3	9
73 Kirghizistan	1,7	N.D.	2,6	0	0,0	N.D.
74 Koweït	7,3	95	10,1	0	9,9	N.D.
75 Laos	8,2	N.D.	7,8	0	N.D.	16
76 Lesotho	5,0	18	1,0	0	0,0	13
77 Lettonie	3,0	N.D.	26,1	0	0,0	N.D.
78 Liban (a)	4,4	N.D.	12,3	0	0,2	N.D.
79 Libéria	3,0	56	6,9	< 2 000	0,0	N.D.
80 Libye (f)	5,0	71	1,4	0	0,0	N.D.
81 Lituanie	3,0	N.D.	2,3	0	1,7	N.D.
82 Macédoine	1,6	N.D.	4,7	0	0,0	N.D.
83 Madagascar	1,2	33	1,6	0	0,0	13
84 Malaisie	4,0	50	5,8	0	0,2	0
85 Malawi	1,0	31	1,1	0	3,7	27
86 Mali	1,9	72	0,8	0	0,0	16
87 Maroc	3,6	75	7,0	0	0,3	4
88 Maurice (a)	2,8	40	7,1	0	0,0	19
89 Mauritanie (f)	0,4	8	1,2	0	0,3	2
90 Mexique	0,5	13	1,9	0	0,0	0

DÉPENSES MILITAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Pays	Budget militaire en % du PIB	Dépenses militaires en % des fonds consacrés à la santé et à l'éducation	Membres des forces armées pour 1 000 personnes	Nombre total des décès dus aux conflits	Importations d'armes en % des importations totales	APD reçue en % du PNB
	(1993) (1)	(1986-1992) (2)	(1993) (3)	(1993) (4)	(1993) (5)	(1992) (6)
91 Moldova	1,2	N.D.	2,5	0	0,0	N.D.
92 Mongolie	6,9	N.D.	9,6	0	0,0	N.D.
93 Mozambique	11,3	233	2,0	0	0,0	135
94 Myanmar	10,6	96	6,3	(g)	14,7	N.D.
95 Namibie	2,2	22	4,0	0	0,0	6
96 Népal	1,3	38	1,7	0	0,0	14
97 Nicaragua (a)	13,1	250	3,6	0	N.D.	50
98 Niger (f)	1,3	11	0,6	0	0,0	15
99 Nigéria	0,6	75	0,6	0	0,7	1
100 Oman	13,7	218	21,3	0	3,8	1
101 Ouganda	2,7	153	2,7	0	0,0	24
102 Ouzbékistan	2,8	N.D.	2,0	0	0,0	N.D.
103 Pakistan	6,9	933	4,7	0	4,5	2
104 Panama	1,2	13	4,5	0	0,0	3
105 Papouasie-Nouvelle-Guinée	1,1	21	0,9	0	0,0	13
106 Paraguay	1,6	76	3,4	0	0,4	2
107 Pérou	1,4	66	4,9	< 1 700	0,2	2
108 Philippines (h)	2,3	55	1,6	523	0,2	4
109 Pologne	2,5	N.D.	7,3	0	0,0	N.D.
110 Qatar (f)	4,3	192	17,1	0	0,0	N.D.
111 République tchèque	2,9	N.D.	9,0	0	0,0	N.D.
112 République slovaque	2,3	N.D.	8,5	0	2,5	N.D.
113 République dominicaine	1,3	21	3,2	0	0,0	1
114 Rép. centrafricaine (f)	2,4	33	1,5	0	0,0	14
115 Roumanie	2,5	52	9,9	0	0,0	N.D.
116 Russie	6,6	N.D.	11,5	0	0,0	N.D.
117 Rwanda (e)	7,3	77	0,6	> 1 000	1,5	19
118 Samoa-Occidental	N.D.	N.D.	N.D.	0	N.D.	N.D.
119 Sao Tomé-et-Principe	N.D.	N.D.	7,5	0	0,0	N.D.
(b)	2,1	33	1,6	0	0,0	11
120 Sénégal (f)						
121 Serbie-Monténégro	10,6	N.D.	12,0	0	0,0	N.D.
122 Seychelles	3,5	N.D.	11,4	0	N.D.	N.D.
123 Sierra Leone	2,5	43	1,4	0	0,0	18
124 Singapour	5,1	96	18,9	0	0,1	N.D.
125 Slovénie	1,5	N.D.	4,1	0	0,0	N.D.
126 Somalie	N.D.	1 266	N.D.	(g)	0,0	N.D.
127 Soudan (f)	0,1	44	4,2	(g)	0,4	N.D.
128 Sri Lanka	4,7	69	7,1	> 2 000	0,5	7
129 Surinam (f)	3,3	27	3,7	0	0,0	N.D.
130 Swaziland (b) (f)	2,4	11	3,3	0	0,0	N.D.
131 Syrie	2,2	355	28,4	0	2,9	1
132 Tadjikistan	4,4	N.D.	0,5	16-20 000	0,0	N.D.
133 Tanzanie	3,2	114	1,8	0	0,0	52
134 Tchad (f)	5,2	74	4,8	0	N.D.	20
135 Thaïlande	2,7	63	4,3	0	0,2	1

DÉPENSES MILITAIRES DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Pays	Budget militaire en % du PIB	Dépenses militaires en % des fonds consacrés à la santé et à l'éducation	Membres des forces armées pour 1 000 personnes	Nombre total des décès dus aux conflits	Importations d'armes en % des importations totales	APD reçue en % du PNB
	(1993) (1)	(1986-1992) (2)	(1993) (3)	(1993) (4)	(1993) (5)	(1992) (6)
136 Togo	2,8	44	1,7	0	0,0	14
137 Tonga	N.D.	N.D.	N.D.	0	N.D.	N.D.
138 Trinité-et-Tobago (f)	1,8	9	2,0	0	0,0	0
139 Tunisie	3,8	26	4,1	0	0,2	3
140 Turkménistan	3,8	N.D.	7,0	0	0,0	N.D.
141 Turquie	2,6	47	8,3	3 000	3,3	0
142 Ukraine	7,2	N.D.	10,0	0	0,0	N.D.
143 Uruguay	1,9	82	8,1	0	0,0	1
144 Vanuatu	N.D.	N.D.	N.D.	0	N.D.	N.D.
145 Venezuela	1,7	20	3,7	0	0,5	0
146 Viêt-nam	1,7	N.D.	7,9	0	0,3	N.D.
147 Yémen	4,9	81	6,0	0	1,3	4
148 Zaïre	3,0	140	1,2	0	N.D.	N.D.
149 Zambie (a) (f)	1,5	63	2,6	0	0,0	39
150 Zimbabwe (d)	3,8	210	4,3	0	N.D.	12

Sources (sauf quand il y a un renvoi) :

- (1)(3) L'Institut international d'études stratégiques, *The Military Balance, 1994-95*, Brassey's (U.K.) Limited, Londres, octobre 1994.
 (2)(8) UNICEF, *La situation des enfants dans le monde, 1995*, Oxford University Press, Oxford (R.-U.), 1995.
 (4) Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, *Annuaire, Stockholm, 1994*.
 (5) *U.S. Arms Control & Disarmament Agency, World Military Expenditures & Arms Transfers 1993-94*, Washington (D.C.), février 1995.

Remarques :

- (a) On ne disposait pas du budget militaire, et l'on s'est donc servi des chiffres réels ou estimatifs sur les dépenses de 1993.
 (b) Les données sur les dépenses calculées en pourcentage du PIB et sur les membres des forces armées pour 1 000 personnes proviennent de la *U.S. Arms Control & Disarmament Agency*.
 (c) On ne disposait pas des chiffres estimatifs concernant les dépenses au chapitre de la santé; les dépenses militaires sont donc montrées uniquement en tant que pourcentage des dépenses du secteur de l'éducation.
 (d) On ne disposait pas des chiffres estimatifs concernant les dépenses au chapitre de l'éducation; les dépenses militaires sont donc montrées uniquement en tant que pourcentage des dépenses du secteur de la santé.
 (e) Les valeurs estimatives CPE des dépenses militaires en tant que pourcentage des dépenses faites dans les domaines de la santé et de l'éducation sont fondées sur des données de l'UNICEF (santé et éducation) et de la *U.S. Arms Control and Disarmament Agency* (dépenses militaires).
 (f) Les données sur les dépenses militaires présentées en tant que pourcentage des dépenses faites aux chapitres de la santé et de l'éducation proviennent du *Rapport mondial sur le développement humain 1994* (PNUD), et elles concernent l'année 1990-1991.
 (g) Bien que le pays ait participé à un important conflit armé en 1993, il n'existe aucun relevé fiable du nombre de morts.
 (h) Les chiffres sur les décès dus aux conflits visent les six premiers mois de 1993.
 (i) Pour la majeure partie de 1993, l'ONU estime que la guerre faisait 1 000 morts par jour, y compris les victimes de la famine ou de la maladie causées par la guerre.

DOCS

CA1 EA534 95C08 FRE

McCormack, James

Le probleme des chiffres : les
depenses militaires dans les pays
en developpement

43273032